**DELIBERATION N° ………………………………….**

*(Modèle mis à jour en décembre 2023)*

**Recrutement d’un vacataire**

**Logo Collectivité**

*✪ Les éléments en italique bleu doivent être modifiés / complétés ou supprimés selon la situation de la collectivité.*

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l’article premier du décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

**Vu** le décret n° 2015-1869 du 30 décembre 2015 relatif à l'affiliation au régime général de sécurité sociale des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public,

**Considérant ce qui suit :**

Les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent recruter des vacataires si les trois conditions suivantes sont réunies :

* Recrutement pour exécuter un acte déterminé ;
* Recrutement discontinu dans le temps et répondant à un besoin ponctuel ;
* Rémunération attachée à l’acte.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de décider par délibération, du recrutement d’un vacataire.

**L’assemblée délibérante,**

**Décide**

* D’instituer le recrutement d’un vacataire selon le dispositif suivant :

**ARTICLE 1 :**

D’autoriser *Madame/Monsieur le Président/Maire* à recruter un vacataire pour effectuer ...................................... *(à compléter)* pour une durée de ...................................... *(à compléter)* ou pour la période du ...................................... au ...................................... *(à compléter)* ;

**ARTICLE 2 :**

De fixer la rémunération de chaque vacation *(à compléter)*:

* Sur la base d’un taux horaire d’un montant brut de ......................................€.

*OU*

* Sur la base d’un forfait brut de ......................................€ pour une journée (ou demi-journée).
* D’inscrire au budget les crédits correspondants ;
* D’autoriser l’autorité territoriale à signer tout acte y afférent ;
* De charger l’autorité territoriale de veiller à la bonne exécution de cette délibération, qui prend effet à partir du ...................................... *(à compléter)* ;

Fait à ......................................

le ......................................

Le Maire *(le président),*

(Prénom, nom lisibles et signature)

ou

Par délégation,

(Prénom, nom, qualité lisibles et signature)

Le Maire *(ou le Président),*

* Certifie le caractère exécutoire de cet acte,
* Informe que celui-ci peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de l’obtention de ce caractère exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [**www.telerecours.fr**](http://www.telerecours.fr)

Transmis au représentant de l’Etat le : ......................................

Publié le : ......................................